

Les **Echos** de l'Eco

echosdeleco.com

MAI 2021 - N°004 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



L'AGANOR ET SES MISSIONS

Créée par le décret n° 0227/PR/MIMT du 23 juin 2014, l'Agence gabonaise de normalisation (AGANOR) est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère en charge de l'Industrie.

P. 8-9



2^{ÈME} ÉDITION

PROGRAMME JEUNES TALENTS



Interview

Abdu Razzaq Guy Kambogo

Directeur général de l'AGANOR – Agence gabonaise de normalisation

Essentiel



P. 11

Monsieur Ayouné Oruginowet Alain Georges

Directeur général adjoint pays des filiales du groupe Cimaf Gabon
Le Gabon autosuffisant en ciment



P. 5

Cinq provinces connectées grâce à 1628 kilomètres de fibre optique



P. 14

Le management de la Sobraga primé à l'international



LE CERTIFICAT COSO

LE CERTIFICAT COSO ATTESTE DE VOTRE CONNAISSANCE DU REFERENTIEL INTEGRE DE CONTROLE INTERNE, PUBLIE PAR LE COSO (COMMITTEE OF SPONSORING ORGANIZATION OF THE TRAEDWAY COMMISSION).

LE CERTIFICAT COSO VOUS PERMETTRA DE DEVELOPPER UNE EXPERTISE DANS LA CONCEPTION, LE DEPLOIEMENT ET L'ANIMATION D'UN REFERENTIEL DE CONTROLE INTERNE

INSCRIVEZVOUS DES A PRESENT
PAR MAIL : 2016AGACIGMAIL.COM
TÉL. : +241 77 07 18 56 77 42 99 55



Les contrôleurs internes les auditeurs internes, les risk managers, les Inspecteurs vérificateurs, les opérationnels métiers, les consultants, toute personne intéressée par le contrôle interne.



Pour pouvoir présenter le certificat COSO, le candidat doit s'inscrire à la formation « Préparation et certificat COSO » et maîtriser le référentiel. Voir présentation Préparation et certificate COSO

MODALITES DE L'EXAMEN

QCM de 50 questions 75-90 minutes (1h15 - 1h30)
Interruption automatique du QCM après 150 minutes (2h30)



LEADER DANS LA PRODUCTION ET LA COMMERCIALISATION DU **CIMENT AU GABON**

Ciment - Béton Prêt à l'Emploi - Services et Assistance



Édito

PLUSIEURS FÊTES ONT ÉTÉ CÉLÉBRÉES AU COURS DU MOIS ÉCOULÉ

Le 12 avril, début du Ramadan pour les amis musulmans. Nous leur souhaitons d'ores et déjà une très heureuse fête de l'Aïd el-Fitr.

Le 17 avril, les femmes gabonaises étaient à l'honneur et j'ai souhaité diffuser le portrait de quatre d'entre elles qui ont accepté de se dévoiler. Vous constaterez que cela n'a rien à voir avec une quelconque forme de féminisme, mais nous renvoie à l'image de la femme qui s'épanouit en tant que telle, tant sur le plan personnel que sur le plan professionnel. Vivre leur vie et apprécier leur condition de femme font de ces mamans, de ces épouses, des battantes, des indépendantes, des actrices du paysage économique gabonais. Leur énergie et leur sourire sont offerts aux femmes qui sont dans la peine, qui souffrent de maladie ou de déprime.

Le 1er mai, la fête du travail. Tout a commencé il y a 130 ans à Chicago, lors d'une journée de lutte organisée par les syndicats de travailleurs pour obtenir la journée de 8 heures. Trois années ont suffi pour que les mêmes messages traversent l'Atlantique et que l'événement soit répercuté en Europe. Il est devenu mondial et si les revendications sont beaucoup plus élargies aujourd'hui, le fond et le profil des protagonistes sont identiques.

Le 3 mai, c'était le trentième anniversaire de la journée mondiale de la liberté de la presse. En 1991, des journalistes, des rédacteurs en chef et des éditeurs de toute l'Afrique se rassemblaient pour rédiger un appel en faveur de la liberté de la presse. La déclaration de Windhoek sur le développement d'une presse africaine indépendante et pluraliste a marqué l'histoire de la profession. Elle visait à faire de la libre circulation de l'information un bien commun. Cet objectif est toujours d'actualité même s'il faut noter que le paysage de l'information a connu des changements considérables, notamment avec l'arrivée d'Internet et des réseaux sociaux. Des possibilités inouïes s'offrent à présent à nous pour nous exprimer, nous tenir informés et communiquer avec les autres, le tout à la vitesse de l'éclair. En parallèle, nous devons aussi affronter la montée de la désinformation et lutter contre les discours de haine. Cette journée est aussi l'occasion pour les professionnels des médias, quels qu'ils soient, de mener des réflexions relatives aux questions de liberté, d'éthique et de déontologie dans l'exercice de nos métiers. Cette année, le Gabon gagne quatre places et se situe en 117^e position sur 180 pays référencés par Reporter sans Frontière. Cette journée est aussi l'occasion de commémorer les journalistes disparus dans l'exercice de leur fonction au cours de l'année écoulée.

Le 7 mai, parution de la 4^e édition des Échos de l'Éco. Permettez-moi, au nom de l'équipe, de faire preuve de reconnaissance pour vos compliments que je traduis en encouragements. Soyez-en chaleureusement remerciés. Votre soutien financier et moral nous est précieux et la confiance que vous nous témoignez nous engage à maintenir le niveau que nous nous sommes fixé.

Bonne lecture.

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylian Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Andrew Nguema

INFORMATIONS LÉGALES

Sté ÉCHOS DE L'ÉCO
RCCM N° 2018 A 46162 - Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021, Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



Sommaire



P.4

VIVO ENERGY RENOUVELLE L'OPÉRATION « PROGRAMME JEUNES TALENTS »

Lancée par Vivo Energy en 2019, l'opération « Programme Jeunes Talents » a rencontré un vif succès. Suspendue en 2020 du fait de la pandémie de Covid-19, la 2^e édition vient d'être relancée dans des conditions sécuritaires accrues sur le plan sanitaire. C'est avec beaucoup d'engouement que les organisateurs ont reçu les candidatures qui sont actuellement en cours d'étude pour la sélection.

L'AVENIR DE LA RELATION AFRIQUE-EUROPE SERA LIÉ AUX ENJEUX DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Les changements de paradigmes, les inversions de tendances et la nouvelle configuration de la géopolitique mondiale impliquent aujourd'hui une refonte des relations entre l'Afrique et l'Europe, longtemps caractérisées par un rapport donneur-bénéficiaire.



P.5



P.7

L'EXPORTATION DU MANGANÈSE STIMULE LES PERFORMANCES DU PORT SOUS DOUANE D'OWENDO

L'activité au port sous douane d'Owendo, dont la gestion a été concédée par l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) à Gabon port management (GPM) et à Gabon special economic zone (GSEZ), a enregistré des résultats en hausse en 2020.

FAUTE DE CONTENEURS, LES PRIX DU FRET MARITIME S'ENVOLENT

Après avoir fortement secoué le transport de marchandises l'an dernier, la pandémie de Covid-19 continue de peser sur ce segment du fret maritime qui voit maintenant ses prix au départ d'Asie décoller, faute de conteneurs disponibles.



P.7

QUATRE FEMMES GABONNAISES AUX PARCOURS ATYPIQUES UN SEUL OBJECTIF : REUSSIR

17 avril, jour de la fête de la femme gabonaise, mois où certaines sont honorées, où d'autres restent dans l'ombre. Le Gabon a ratifié la plupart des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.



P. 12-13

MAI : MOIS INTERNATIONAL DE SENSIBILISATION À L'AUDIT INTERNE

L'audit interne est au carrefour de son destin. C'est une fonction qui se développe de plus en plus au sein de nos organisations, qu'elles soient privées ou publiques. Au niveau de sa finalité, cette fonction se doit d'être une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance quant au degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée.

Au niveau des moyens à mettre en œuvre, l'audit interne aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle, en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité.

La crise liée à la pandémie de Covid-19 reste un sujet à la une des médias et une préoccupation de notre quotidien. Ses conséquences en matière de santé physique et morale, économiques et financières, sociales, voire sociétales, ne sont pas encore pleinement appréhendées. Bien que l'on s'achemine

vers la vaccination comme issue de sortie de crise, il n'en demeure pas moins qu'il est important de considérer cette pandémie comme un risque à fort impact sur la gestion interne des entreprises. Dans ce contexte, comme de nombreux métiers, l'audit interne doit apprendre à se réinventer. La vision pro-active de l'audit interne doit lui permettre, au regard de la situation actuelle et prédictive, de repenser son organisation du travail, la gestion de ses ressources, ses compétences ainsi que l'étendue de son périmètre d'action. L'audit interne en environnement local, notamment au Gabon, devrait pouvoir renforcer sa position au sein des entités afin de les accompagner pour mieux appréhender ce nouveau risque de



la pandémie et les aider à intégrer les risques émergents dans l'analyse de gestion des risques. Ainsi, l'audit interne peut aider l'organisation à mieux « prévenir et non subir » les risques importants et prévoir l'activation de mécanismes de protection et les tester.

Parmi ces mécanismes, on peut notamment trouver le plan de continuité d'activité, le plan de gestion de crise, une communication de crise, la mobilisation d'experts et enfin l'organisation des compensations financières par les assureurs.

Les plans et programmes d'audit doivent aussi mieux répondre aux risques majeurs auxquels l'entreprise est confrontée dans la poursuite de sa stratégie. À titre d'exemple, la pandémie a contraint les organisations à mettre rapidement en place des solutions imprévues dans

les opérations, notamment en matière de télétravail, ce qui a engendré une exposition à de nouvelles cybermenaces et vulnérabilités. Ces dernières doivent faire l'objet des programmes de revue de l'audit interne.

Pour que les missions d'audit soient optimales et pour en améliorer les résultats, il est indispensable de choisir le bon profil de l'auditeur interne ou d'avoir recours à de bons experts et de veiller notamment à une plus grande utilisation de l'analyse des données, à l'usage intensif de techniques de communication et d'analyse à distance (visioconférence, réalité virtuelle, intelligence artificielle...) ainsi qu'à des restitutions de résultats qui s'éloignent des rapports papier fastidieux pour les remplacer par des tableaux de bord concis en ligne qui aident les cadres supérieurs à visualiser les constatations, les risques et les mesures correctives recommandées par l'audit. En conclusion, l'audit interne se trouve confronté à des défis qui demandent une constante et incessante remise en question. Mais comme de nombreuses fois dans leur histoire, les auditeurs ont la capacité de faire preuve de résilience et d'innovation en intégrant dans la conception et l'exécution de leurs audits les changements nécessaires qui ajoutent de la valeur réelle aux organisations, à leur personnel et leur environnement •

Christian Van Nedervelde
Consultant en audit et gestion des risques
IIA Gabon - Agaci

VIVO ENERGY RENOUVELLE L'OPÉRATION « PROGRAMME JEUNES TALENTS »

Lancée par Vivo Energy en 2019, l'opération « Programme Jeunes Talents » a rencontré un vif succès. Suspendue en 2020 du fait de la pandémie de Covid-19, la 2^e édition vient d'être relancée dans des conditions sécuritaires accrues sur le plan sanitaire. C'est avec beaucoup d'engouement que les organisateurs ont reçu les candidatures qui sont actuellement en cours d'étude pour la sélection. Rappelons que cette opération est menée en collaboration étroite avec l'Office national de l'Emploi (ONE) dans le cadre du Contrat d'apprentissage jeunesse (CAJ).

Il s'agit d'intégrer ces jeunes diplômés en entreprise et de développer les compétences de chacun en leur offrant l'opportunité de vivre une expérience unique en côtoyant les standards internationaux au sein d'une entreprise ambitieuse. Les critères sont sélectifs : 28 ans maximum au 31/12/2021, niveau Bac + 5, maîtrise de l'anglais obligatoire, et les candidat(e)s doivent faire preuve d'esprit d'équipe, de dynamisme, être motivés et passionnés. Nous irons à la rencontre des nouvelles recrues lorsqu'elles seront intégrées dans leur nouvel environnement. En attendant, nous avons posé quelques questions à la directrice générale de Vivo Energy Gabon, Madame Sarah Doukoure.

Échos de l'Éco : Madame la directrice générale, que sont devenus les jeunes talents élus en 2019 ?

La 1^{re} édition des Jeunes Talents a été lancée en octobre 2019 et a vu plus de 175 candidats triés sur le volet dans divers domaines de compétences. C'est ainsi que neuf d'entre eux, issus de différents établissements supérieurs et toutes filières confondues, ont été élus pour

une immersion d'une année au sein de Vivo Energy. Je suis très fière de ces neuf étudiants qui ont démontré un haut niveau de professionnalisme et nous avons été ravis de pouvoir offrir à trois d'entre eux des contrats à durée indéterminée dans les départements de finance, d'ingénierie et des approvisionnements. Ces jeunes talents contribuent aujourd'hui au développement de Vivo Energy.

Comment s'est déroulé le programme ?

À la suite de leur arrivée au sein de l'entreprise, ces jeunes talents ont bénéficié d'une semaine sur le terrain afin de se familiariser avec nos différentes installations en station-service et au sein de notre dépôt lubrifiants d'Owendo. Ont suivi des formations avec les différents responsables, chefs de départements, chefs de services et collègues qui leur ont permis de découvrir les multiples métiers et services de Vivo Energy. Puis chacun d'eux a été affecté dans la filière correspondant à sa spécialité. Ils se devaient de développer un projet sous la houlette d'un encadrant collaborateur de la société. Les jeunes talents ont assuré une soutenance à mi-parcours après 6 mois de stage, qu'ils ont peaufinée puis validée en fin de stage. Ces projets ont pu être utilisés à bon escient pour l'amélioration des processus opérationnels ou encore le développement de nouvelles stratégies marketing.

Avec cette nouvelle sélection, pensez-vous modifier certaines actions ?

Au regard des résultats obtenus en termes de qualité avec la première vague, nous allons reconduire le même procédé



que lors de la première édition du programme Jeunes Talents en diversifiant notre sélection pour inclure d'autres métiers, notamment dans le domaine juridique ou les ressources humaines. L'objectif visé est d'une part de développer leurs compétences par une application pratique de leurs acquis académiques et d'autre part d'augmenter l'employabilité des jeunes diplômés gabonais. Naturellement les projets qui seront confiés seront adaptés en fonction du contexte actuel et des besoins de l'entreprise, en accord avec les stagiaires.

Les nouveaux gagnants seront bientôt intégrés au sein de

Vivo Energy. Changerez-vous un paramètre à ceux que vous avez initiés lors de la première année ?

Nous comptons maintenir le même processus que lors de la première édition qui nous a permis d'obtenir des profils variés sur un large champ de compétences.

S'il faut parler d'intégration des nouveaux talents, il reste à préciser qu'il ne s'agit pas d'une promesse d'embauche à la fin de la période de stage. Toutefois si des postes se libèrent, ils restent notre premier vivier de recrutement •

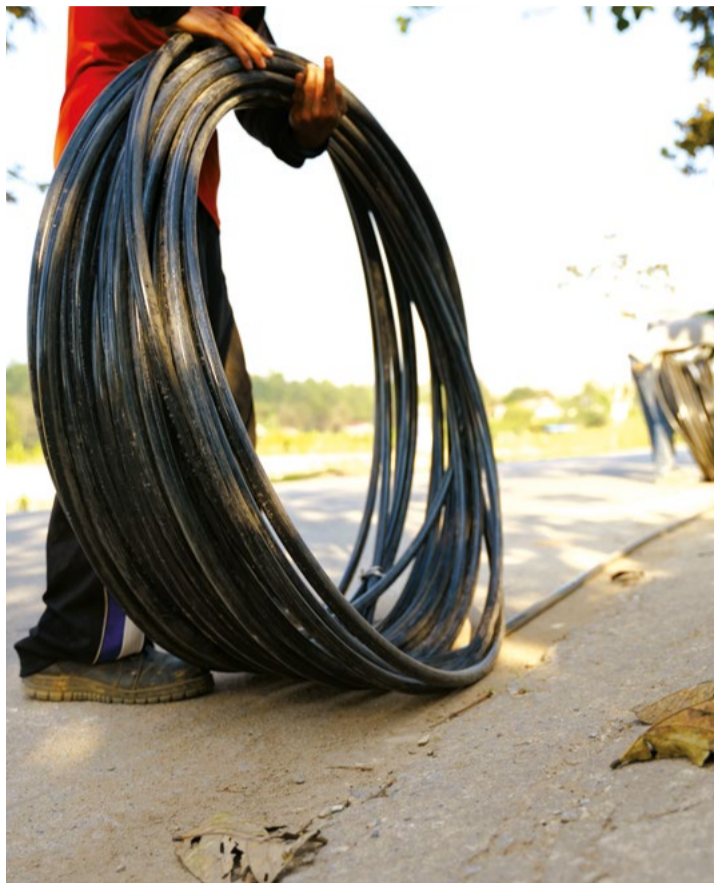
CINQ PROVINCES CONNECTÉES GRÂCE À 1628 KILOMÈTRES DE FIBRE OPTIQUE

Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, ministre d'État à la Communication et à l'Économie numérique, a inauguré vendredi 16 avril la deuxième phase du réseau fibre optique à Bitam.

Par AMJ

Commencé le 21 septembre 2018, achevé le 30 octobre 2020 et appelé « Central African Backbone additionnel » ou CAB4+, ce linéaire de 528 km au départ de Lambaréné rejoint Bitam, Eboro et Meyo-Key.

L'événement du jour a donné l'occasion à Monsieur Edgard Anicet Mboumbou Miyakou de faire un bref rappel du chemin parcouru depuis le lancement du projet et de présenter les étapes de sa réalisation. Ces travaux sont le fruit d'une coopération sous-régionale ayant pour objectif l'interconnexion de toutes les capitales de la zone Cemac en fibre optique, permettant la connexion de toutes les villes traversées par cette infrastructure. Rappelons que le 6 avril 2018 fut inaugurée une ligne de fibre optique de 1100 km entre Libreville et Lekoko, ville frontière avec le Congo, qui passe par Franceville et traverse cinq provinces : l'Estuaire, le Moyen-Ogooué, l'Ogooué-Ivindo, l'Ogooué-Lolo et le Haut-Ogooué.



Il s'agit de la concrétisation d'un aspect majeur de l'intégration africaine, volet cher aux yeux de l'engagement des plus hautes autorités, au destin commun de l'Afrique.

Depuis cette date, cette infrastructure opérationnelle est mise à la disposition des opérateurs économiques. L'intérêt économique, stratégique et social de la réalisation de la première phase a amené le gouvernement à solliciter un financement supplémentaire afin de déployer le réseau sur l'axe Nord, dans l'objectif de couvrir l'intégralité du territoire national. La mise

en exploitation de l'axe Nord s'accompagnera de deux interconnexions transfrontalières avec les réseaux similaires du Cameroun et de la Guinée équatoriale, offrant ainsi, outre le développement des activités de transit, la diversification des voies alternatives de sécurisation de notre connectivité internationale.

Le ministre d'État à la Communication et à l'Économie numérique a souligné la dimension particulière de la ligne de fibre optique desservant la localité de Bitam, appelée également « zone des trois frontières ».

Il s'agit de la concrétisation d'un aspect majeur de l'intégration africaine, volet cher aux yeux de l'engagement des plus hautes autorités, au destin commun de l'Afrique.

Ce dispositif permet de réduire de façon significative la fracture numérique et constitue à n'en pas douter une étape importante de la matérialisation du Gabon émergent.

L'AVENIR DE LA RELATION AFRIQUE-EUROPE SERA LIÉ AUX ENJEUX DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Les changements de paradigmes, les inversions de tendances et la nouvelle configuration de la géopolitique mondiale impliquent aujourd'hui une refonte des relations entre l'Afrique et l'Europe, longtemps caractérisées par un rapport donneur-bénéficiaire. Un travail d'égal à égal favorisera une meilleure coopération qui conduira à un renforcement des économies numériques plus inclusives et à un plus grand bien-être social sur les deux continents. Ceux-ci peuvent tirer profit des innovations et des enseignements de la pandémie pour élaborer de nouvelles approches, notamment en matière de leadership et de réglementation, afin d'accélérer la révolution numérique.

Par la rédaction

D'ici 2025, le continent devrait compter 600 millions d'abonnés mobiles soit, selon le GSMA (association internationale d'opérateurs de téléphonie mobile), un taux de pénétration de 44 %. La forte croissance de la population connectée témoigne de la digitalisation continue du continent africain. Pour permettre de connecter cette population, qui devrait doubler d'ici à 2050, il faut des infrastructures solides. Les investissements se poursuivent dans ce domaine, mais nécessitent des fonds de plus en plus importants. De grandes entreprises européennes investissent déjà en Afrique pour connecter le territoire et apporter des solutions numériques innovantes. Ces investissements sont essentiels pour mener la quatrième révolution industrielle, car ils sont garants du financement de l'innovation, mais aussi de l'attrac-

tivité des États. Le tissu entrepreneurial africain profite de cet attrait des investisseurs. *In fine*, ce sont tous les secteurs de l'économie qui en sortent gagnants.

■ **Seule la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes peut renforcer les écosystèmes numériques**

Le financement des écosystèmes du digital nécessite de mobiliser à la fois le secteur public et le secteur privé. L'Union européenne l'a bien compris et assouplit régulièrement ses cadres législatifs pour permettre l'émergence de partenariats public-privé. Cette philosophie doit faire des émules en Afrique : plutôt que d'opposer les intérêts privés aux politiques publiques, il est important que les acteurs africains favorisent le dialogue de part et d'autre afin de mener



● ● ● Philippe Wang, vice-président exécutif de Huawei Northern Africa

à bien des projets profitables pour tous. Opérateurs, fournisseurs et institutions publiques doivent collaborer pour accélérer l'essor du digital.

Il existe aujourd'hui un véritable engouement pour le continent africain de la part des grands acteurs du numérique. Les investissements des grands groupes sont massifs et continuent d'affluer malgré la crise sanitaire mondiale. Cependant, les défis sont encore nombreux. D'une part, l'Afrique nécessite des financements. D'autre part, de nombreuses zones territoriales sont encore enclavées. Or, l'énergie joue un rôle central.

■ **La formation des jeunes générations, facteur de la réussite de la révolution numérique**

L'atout majeur de l'Afrique, c'est sa population. Quand certains craignent l'explosion démographique, d'autres y voient une chance à saisir. Selon les estimations des Nations unies, d'ici 2030, 30 millions de jeunes arriveront chaque année sur le marché du travail. C'est considérable. L'enjeu sera donc de créer des emplois pour ces nouvelles générations. Et c'est précisément l'opportunité promise par l'avènement du digital.

Pour renforcer l'employabilité des jeunes, il faut les orienter vers les filières de formation d'avenir. Le digital est un enjeu transversal qui touche tous les secteurs économiques. L'usage exponentiel des TIC se retrouve dans le commerce en ligne, l'agritech, l'e-santé, et même l'administration dématérialisée. Tous ces domaines sont autant de viviers d'employabilité nécessitant de la main-d'œuvre qualifiée. De nombreuses écoles européennes ouvrent des filiales en Afrique pour exporter le savoir. C'est une chance pour les deux continents qui mutualisent leurs cultures et leurs visions de la société. Cette interactivité est d'autant plus forte aujourd'hui avec la généralisation des cours en ligne, qui peuvent être suivis par des Africains en Europe et inversement, sans même avoir à se déplacer, quand les disparités socio-économiques peuvent être un frein.

De fait, ne doutons pas que la formation des jeunes est le levier qui permettra de mener à bien la révolution numérique déjà en cours sur le continent, soutenue par un renouveau mutuellement bénéfique du partenariat entre l'Union européenne et le continent africain.

Source : La Tribune



Tractafric Equipment Gabon Distributeur officiel.

Libreville : +24111760522

Port-Gentil : +241 74144766



Tractafric
equipment



Tractafric Equipment Gabon zone industrielle d'Oloumi, B.P. 15 932 Libreville, GABON serviceclient@tractafric.com

DES NOUVELLES DES ACTIVITÉS PORTUAIRES

L'EXPORTATION DU MANGANÈSE STIMULE LES PERFORMANCES DU PORT SOUS DOUANE D'OWENDO

L'activité au port sous douane d'Owendo, dont la gestion a été concédée par l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) à Gabon port management (GPM) et à Gabon special economic zone (GSEZ), a enregistré des résultats en hausse en 2020. Selon les données du ministère de l'Économie, le volume global des marchandises manipulées a progressé de 15,8 %, passant à 9,8 millions de tonnes.

Par la rédaction

« Cette bonne performance est attribuable au bon comportement du trafic de manganèse, avec plus de 31 % de hausse à 8 millions de tonnes exportées sur la période sous revue. Plus rapide qu'anticipée, la reprise de l'économie chinoise a permis d'atteindre ce résultat », explique la récente note de conjoncture du ministère de l'Économie.

Cette embellie a également été enregistrée grâce au trafic du bois débité et aux mouvements des bateaux qui ont connu chacun une hausse de 5 % entre 2019 et 2020.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires du port sous douane d'Owendo géré par GSEZ (MT et Cargo) a progressé de 22,6 % pour des effectifs en légère inflexion de 1,4 % en glissement annuel. La masse salariale a suivi la même tendance. Elle a progressé de 22,6 % pour des effectifs en légère inflexion de 1,4 % en glissement annuel.

Ces performances ont été enregistrées en dépit du contexte sanitaire peu favorable. Car, les mesures de restrictions prises à titre préventif contre la Covid-19 dans le monde entier ont eu un impact général sur le trafic des biens et le déplacement des personnes. Du fait de cette situation, les autorités du port d'Owendo s'étaient montrées pessimistes quant au rendement de cette place portuaire en 2020.

■ En 2021, l'Office des ports et rades du Gabon va investir 18 millions d'euros dans la modernisation des infrastructures

Les chantiers de modernisation des ports gabonais se poursuivent en dépit de la crise sanitaire qui a ralenti les activités.

L'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) se dote d'une enveloppe importante pour la réalisation de chantiers structurants en 2021. Réuni en visioconférence le vendredi 18 décembre, le conseil d'administration a voté le budget de l'exercice 2021, soit 14 mds F CFA (21 millions d'euros), dont 12 mds de F CFA (18 millions d'euros) pour les investissements.

Quoiqu'en baisse de 1 m^d de F CFA par rapport à 2020, les fonds mobilisés pour les chantiers d'investissement vont permettre à l'Oprag de poursuivre les travaux de modernisation des infrastructures et de maintenir la croissance des activités portuaires. C'est toute la dynamique que veut impulser Apollinaire Alassa, nouveau patron de l'Oprag qui a pris fonction en février dernier.

Rappelons que l'Office a vu son chiffre d'affaires et son bénéfice net grimper respectivement de 20 % et 74 %, pour atteindre 105 millions et 1 million d'euros au cours de l'exercice 2019. Il s'attend toutefois à une baisse des résultats en 2020 en raison de la



Covid-19. « Nous ne pouvons pas dresser de bilan à l'heure actuelle, mais toujours est-il que nous avons observé un ralentissement de certaines activités comme l'import-export », rappelait le PCA, Jean-Pierre Lasseni Duboze, en juillet dernier.

■ Le port d'Owendo va acquérir une nouvelle zone de stockage

Outil majeur de relance de l'économie du Gabon, Arise P&L (filiale d'Olam), gérant du nouveau port international d'Owendo, ambitionne de faire du terminal portuaire d'Owendo un hub de stockage dans l'activité portuaire en Afrique. Dans cet objectif, le nouveau port veut élargir sa capacité d'entreposage afin de faciliter les activités de transit et de les diversifier.

Pour attirer plus d'investisseurs au Gabon, le nouveau port international d'Owendo (NOIP) a mis en place plusieurs stratégies. Notamment, la réduction des coûts de prestations et l'acquisition d'une nouvelle zone de stockage qui permettra de simplifier les activités de transit (import/export).

Il s'agit de créer une meilleure capacité d'entreposage qui contribuera à diversifier la nature des activités du nouveau port telles que le stockage d'huile de palme et le stockage de blé, dont le volume s'élève à 10 500 tonnes.

À travers cette nouvelle acquisition, il est question d'accompagner véritablement l'État gabonais dans des projets à court, moyen et long terme, souligne Arise ports & Logistics qui gère le nouveau port international d'Owendo.

Lancé en 2017, le nouveau port international d'Owendo est un outil majeur de la diversification de l'économie gabonaise qui devrait aider à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des recettes pétrolières. Sa mise en activité a contribué à la légère augmentation (+ 2 %) du trafic en escale et des marchandises, qui ont représenté 49 % des revenus de l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) en 2019.

Source : Le Nouveau Gabon

FAUTE DE CONTENEURS, LES PRIX DU FRET MARITIME S'ENVOLENT

Après avoir fortement secoué le transport de marchandises l'an dernier, la pandémie de Covid-19 continue de peser sur ce segment du fret maritime qui voit maintenant ses prix au départ d'Asie décoller, faute de conteneurs disponibles. Les mesures sanitaires plus strictes à l'intérieur des ports, des centres logistiques ou encore des dépôts de stockage de conteneurs vides, à l'œuvre dès les débuts de la pandémie, ajoutent toujours leur grain de sable à chaque étape de la chaîne logistique pour créer *in fine* de véritables goulets d'étranglement. Le stock de conteneurs étant limité, la chaîne d'approvisionnement se trouve parfois rompue.

Par Anne-Marie JOBIN

Le coût du transport maritime des marchandises de la Chine vers l'Europe a atteint récemment des sommets sans précédent

Le Freightos Baltic Index, un indice qui mesure le prix du transport par conteneurs, a presque quadruplé en trois mois pour la route de la Chine vers l'Europe, passant de 2 119 dollars le 1^{er} novembre à 7 827 dollars en avril 2021.

Celui de la Chine vers la côte Ouest des États-Unis est quant à lui passé de 1 638 dollars le 31 mai dernier à 4 286 dollars.

L'essor de la demande de produits manufacturés en provenance d'Asie est le principal responsable de la flambée des coûts, en matériel médical d'abord et en biens de consommation ensuite, encouragé par le pouvoir d'achat des ménages qui « réorientent » fortement leurs dépenses

vers « des équipements électroniques, des meubles, etc. », faute de voyages ou de sorties au restaurant.

En conséquence, la demande en conteneurs a augmenté de façon exponentielle.

Cette situation prend l'industrie d'autant plus de court qu'elle a été fortement perturbée l'an dernier avec une baisse du commerce maritime mondial de 4,1 %, selon une estimation faite en novembre par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

■ Goulet d'étranglement

Un retard dans l'expédition des conteneurs vides vers les centres de chargement allié à une augmentation des demandes de cargaison fait flamber les prix.

Le stock de conteneurs étant limité, la chaîne d'approvisionnement se trouve



parfois « rompue ». De plus, les conteneurs n'ayant pas été déplacés comme à l'habitude l'an dernier ajoutent à la désorganisation puisque nombre d'entre eux sont désormais stockés « au mauvais endroit », resserrant l'offre encore davantage.

Les détaillants britanniques ayant été contraints d'anticiper fortement leurs besoins du fait de l'énorme incertitude liée au Brexit, le déséquilibre entre offre et demande en a été accéléré.

Plus largement, les ports du monde entier s'engorgent, car ils ne peuvent retourner les conteneurs et les navires suffisamment rapidement, en particulier dans des périodes comme celle-ci où les dockers travaillent sous l'impact de la Covid-19 et des restrictions qui en découlent.

■ Inflation ?

La hausse des coûts de transport pèse avant tout sur les entreprises, reste ensuite à savoir si et dans quelle mesure ces dernières peuvent les répercuter sur les consommateurs.

Certains économistes alertent sur le risque d'inflation, pour le moment contenu et surveillé de près par les banques centrales à travers le monde, qui croit à la mesure de l'injection massive de liquidités pour maintenir l'économie mondiale à flot.

À l'heure actuelle, seule une répercussion modérée des coûts de transports sur les prix à la consommation semble probable, mais ce phénomène doit être surveillé de près.

D'ici là, le coût du transport maritime depuis l'Asie aura peut-être diminué. Mais la situation se normalisera à mesure que s'accélère le déploiement de la vaccination, probablement vers le milieu de l'année 2021.

La demande actuelle « supplémentaire » ne traduit pas une augmentation structurelle de la demande.

Source : AFP

INTERVIEW DE MONSIEUR ABDU RAZZAQ GUY KAMBOGO DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGANOR - AGENCE GABONAISE DE NORMALISATION

L'AGANOR ET SES MISSIONS

Créée par le décret n° 0227/PR/MIMT du 23 juin 2014, l'Agence gabonaise de normalisation (AGANOR) est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère chargé du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises, et de l'Industrie. Elle est dotée d'une personnalité juridique et jouit d'une autonomie de gestion administrative et financière. Elle est chargée de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'infrastructure qualité, à savoir la normalisation, l'évaluation de la conformité, la métrologie et la promotion de la qualité. Tout ceci en liaison avec les administrations et les organismes concernés. Dans le domaine de la normalisation, elle élabore les normes, réalise des études d'opportunités, programme, homologue, édite et diffuse les normes gabonaises. Dans celui de l'évaluation de la conformité, elle certifie, gère la marque nationale de conformité et les labels et assure la surveillance des marchés. Pour ce qui concerne la promotion de la qualité, elle forme, sensibilise et accompagne les entreprises gabonaises à la démarche qualité. Enfin, en matière de métrologie, elle vérifie les instruments de mesure, de pesage et d'étalonnage.

Né le 6 septembre 1974 à Akiéni dans la province du Haut-Ogooué, Monsieur Abdu Razzaq Guy Kambogo, actuel directeur général de l'Aganor, a derrière lui un long et honorable parcours au sein de l'administration gabonaise. Il a occupé les hautes fonctions d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, haut représentant de la République gabonaise près le Royaume du Maroc puis celle de ministre des Affaires étrangères de la Coopération internationale, de l'Intégration régionale, de la Francophonie, et des Gabonais de l'étranger. En matière de distinctions honorifiques, il a été fait chevalier de l'ordre du Mérite gabonais en août 2010 avant de recevoir le grand cordon du Wissam alaouite par S.M. le roi Mohammed VI.

Par Anne-Marie JOBIN



• • • Abdu Razzaq Guy Kambogo, directeur général de l'AGANOR

Échos de l'Éco : Aujourd'hui, nous entendons parler du Programme Gabonais d'Évaluation de la Conformité (PROGEC). En quoi consiste ce programme et quels sont les objectifs poursuivis ?

Le Programme Gabonais d'Évaluation de la Conformité n'est pas propre à notre pays, il est d'entrée important de le rappeler. Au Maroc nous parlons du Programme de vérification de conformité (PVOC), au Cameroun du Programme d'Évaluation de la Conformité Avant Embarquement (PECAE). Pour ce qui est du PROGEC, le programme vérifie que les produits réglementés au Gabon, en provenance des différents pays exportateurs respectent les exigences de qualité et de sécurité des normes internationales afin que ces produits ne puissent pas présenter de danger pour le consommateur gabonais.

Le Progtec poursuit quatre objectifs principaux. D'abord la protection et la sécurité des consommateurs contre les produits ne respectant pas les

normes internationales ou nationales. Ce premier point est l'une de nos priorités. Ensuite, la protection de l'environnement contre les produits dangereux et polluants, notamment au regard des phénomènes qui participent à l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Puis, la protection des opérateurs économiques nationaux contre la concurrence déloyale. Enfin, la facilitation de l'accès aux marchés internationaux des produits locaux, qui est notre défi de l'heure.

Dans le cadre du Progtec, vous avez délivré 39 928 certificats de conformité et stoppé 1492 produits non conformes. Sur quelles normes et quelles procédures vous appuyez-vous pour étudier ces produits ?

Les normes de base sont celles certifiées à l'international portant notamment le référentiel ISO qui intègre tous les processus de certification des produits utilisés sur le marché. Le Gabon utilise aussi son propre référentiel

au travers des normes gabonaise en abrégé (NGA). L'ensemble des produits importés doit répondre aux normes requises. Ces contrôles s'effectuent avant l'embarquement et concernent notamment : les matériaux électriques, électroniques, l'électroménager, les jouets et les matériaux de construction, etc. C'est le cas du ciment particulièrement délicat parce que composé de différents agents chimiques. Tous sont catégorisés et entrent dans l'un des 34 HS codes douaniers de la nomenclature internationale. À l'Aganor, nous sommes mandatés pour inspecter certains produits qui nécessitent d'être testés

en laboratoire. Dans ce cas, nous prélevons et envoyons l'échantillon dans un laboratoire agréé qui nous permet de délivrer, ou non, un certificat de conformité. Les produits stoppés, au nombre de 1492 comme vous l'avez rappelé, sont bien entendu des copies qui présentent un danger à l'utilisation ou à la consommation. Lorsqu'il s'agit d'un produit alimentaire, l'Agasa (Agence gabonaise de sécurité alimentaire) prend le relai.

Vous considérez que le développement est tributaire de l'infrastructure qualité, système contribuant à atteindre les objectifs fixés en matière

de politiques publiques, notamment dans des secteurs stratégiques tels que le développement industriel, la compétitivité sur les marchés internationaux, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et humaines, la sécurité sanitaire des aliments, la santé, l'environnement, etc. Quelles méthodes employez-vous pour définir les lois appropriées à chaque secteur ? Pouvez-vous nous citer quelques exemples ?

Permettez-moi de développer le plus précisément possible les multiples activités et les responsabilités qu'assume l'Aganor. Nos quatre missions principales sont qualifiées de piliers de l'infrastructure qualité. Il s'agit de la normalisation, l'évaluation de la conformité, la métrologie et la promotion de la qualité. Concernant la normalisation, il s'agit pour l'Aganor de doter le Gabon d'une couverture normative suffisante susceptible de couvrir l'ensemble des secteurs, qu'ils soient privés ou publics.

Nos quatre missions principales sont qualifiées de piliers de l'infrastructure qualité. Il s'agit de la normalisation, l'évaluation de la conformité, la métrologie et la promotion de la qualité.

L'Organisation Africaine de Normalisation (ORAN) a réalisé une étude en 2017 et en 2020. Cette étude est significative. Elle révèle que les pays africains les plus dynamiques sont ceux qui détiennent une infrastructure qualité. Le Gabon est classé à la 33^e place. La corrélation étant établie, nous en déduisons que l'infrastructure qualité ne peut être dissociée de la performance économique. En conséquence, il faut que les produits mis sur le marché soient de qualité pour être exportables et la qualité suppose que ces produits répondent aux normes en étant certifiés. L'AGANOR est membre de l'ISO : Organisation Internationale de Normalisation. En tant que membre,

nous participons à l'élaboration des normes internationales. Elles sont suivies par l'ensemble des partenaires de l'ISO lorsqu'elles sont adoptées à l'international. Celles-ci sont utilisées en l'état, mais peuvent être travaillées pour être adaptées au niveau local. Il existe différents organismes normatifs spécifiques à chaque pays (AFNOR-France, BNQ-Canada, ANOR-Cameroun...), sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour référencer certains produits ou processus. La coopération avec ces multiples institutions qui nous accompagnent est particulièrement fructueuse.

La métrologie, quant à elle, est essentielle et indispensable pour fiabiliser les échanges au moyen des instruments de mesures. À cet égard, tout détenteur d'un instrument de mesure, qu'il s'agisse d'engins de pesage, de balances, de balances, de cuves, de barges... se doit de solliciter l'Aganor pour que nos agents valident la conformité des matériaux acquis et utilisés. Il s'agit de la vérification primitive qui consiste à vérifier la norme adoptée, à étalonner l'appareil et à le tracer. La métrologie est présente partout, y compris dans les milieux médicaux avec les éprouvettes, les thermomètres, les pese-personnes, les règles etc. Tous ces appareils doivent faire l'objet d'un suivi permanent et nos agents sont chargés de vérifier la justesse de ces instruments

durant toute leur durée d'utilisation. Leurs visites peuvent être inopinées ou programmées.

Quant à l'évaluation de la conformité, elle vise à performer le résultat de la production et des services, donc à garantir la qualité des produits et des ouvrages. C'est l'occasion de préciser par ailleurs que la certification de la conformité repose sur la norme. Dès que la norme est adoptée, elle doit être certifiée par un organisme agréé. La chaîne de valeur doit être respectée depuis sa création jusqu'à l'audit.

Concernant la promotion de la qualité, l'Aganor gère une structure locale tenue par des agents à la disposition des opérateurs économiques qui souhaitent obtenir le label ISO 9001 (management). En effet, l'Aganor accompagne les entreprises pour qu'elles s'approprient les référentiels et répondent aux exigences imposées par l'auditeur susceptible de décerner la certification.

Selon vous, quelle est l'activité sectorielle la plus complexe à encadrer et pourquoi ?

Bien que la norme concerne l'ensemble des secteurs, le domaine des activités libérales est le plus difficile à encadrer, parce qu'il s'agit là de la gestion et de la normalisation d'actes commis par des hommes. La considération des problématiques à régler n'est pas fondée sur les mêmes mesures.

Revenons un instant sur le PROGEC, les acteurs de la Confédération Patronale Gabonaise (CPG) déplorent que certains contrôles et analyses reposent sur des mandataires internationaux. Ils souhaitent que l'Aganor s'équipe de laboratoires pour remplir ces différentes missions. Qu'en est-il ?

Il est utile de rappeler que dans le cadre de la mise en œuvre du Programme gabonais d'évaluation de la conformité, l'Aganor travaille avec quatre mandataires, en l'occurrence Bureau Veritas, SGS, Cotecna et Intertek. La question de l'urgence des laboratoires a été longuement discutée. Elle n'est pas uniquement du ressort de l'Aganor, c'est une responsabilité partagée et fondée qui a trouvé écho auprès des mandataires. Les laboratoires sont indispensables pour étudier, disséquer et analyser tous les produits nécessitant une expertise de l'Aganor. Nous considérons que les investissements inhérents à ces laboratoires doivent être partagés et pourquoi pas dans la création d'un partenariat public-privé pour encadrer un financement collaboratif.

Quels sont les défis auxquels fait face notre pays dans le cadre de la mise en œuvre de la Zlecaf ?

L'entrée en vigueur de la Zlecaf pose principalement quatre défis à notre pays : ceux de la mise à niveau, de l'accompagnement, de la protection et du développement.

Nous avons le devoir d'accompagner les entreprises gabonaises à la compétitivité au travers d'un plan d'appui à la démarche qualité et à la certification des produits gabonais destinés au marché local et à l'exportation.

Pour ce qui est de la mise à niveau, l'ORAN a harmonisé 1308 normes. Étant membre de la Zlecaf, il nous faudra adopter toutes les normes des produits prioritaires. Nous avons le devoir d'accompagner les entreprises gabonaises à la compétitivité au travers d'un plan d'appui à la démarche qualité et à la certification des produits gabonais destinés au marché local et à l'exportation. Nous nous devons aussi de protéger les consommateurs et les entreprises locales par la certification des produits. En matière de développement, notre mission est de renforcer l'infrastructure qualité du Gabon par des laboratoires.

Quelles perspectives pour 2021 ?

Nous avons plusieurs chantiers en cours. Celui des laboratoires figure au rang des chantiers prioritaires. En 2020, nous avons ouvert deux délégations régionales. Celle du Haut-Ogooué - Ogooué Lolo et celle de l'Ogooué maritime que nous allons inaugurer très bientôt. Nous allons juger de l'opportunité d'ouvrir de nouvelles délégations en commençant par le Woleu-Ntem. L'urbanisation croissante de Libreville ne devrait pas nous faire oublier les populations vivant dans les provinces. Pour ce qui est de la normalisation, nous avons actuellement cinq comités techniques qui déboucheront sur l'adoption de plusieurs normes dans des secteurs variés. Nous avons l'ambition de lancer huit comités techniques supplémentaires pour une plus grande couverture normative. Par ailleurs, la conformité aux normes doit être vérifiée ; d'où l'ouverture de la surveillance du marché cette année. En outre, nous sommes actuellement sur le projet de digitalisation de nos services en commençant par la direction de l'Évaluation de la conformité. Cela nous permettra de dématérialiser les informations et les contenus pour offrir de meilleurs services ainsi que de répondre à l'ensemble des défis précédemment évoqués avec l'entrée en vigueur de la Zlecaf ●

Objet	OPPORTUNITÉS DE LA ZLECAF AU GABON		
Objectif de la Zlecaf	La Zone de libre-échange continentale (Zlec) vise l'industrialisation de l'Afrique et une plus grande intégration du commerce intra-africain qui participera à augmenter la part de l'Afrique dans les exportations mondiales		
Enjeux et politiques clés	<i>Enjeux</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître la compétitivité internationale du continent, • Protéger l'économie africaine par les normes et la conformité, • Créer la croissance inclusive du continent. 	
Conditions de réussite de la Zlecaf dans chaque pays	<i>Appliquer quatre politiques clés</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires ainsi que tous les tarifs bilatéraux sur les biens et services, 2. Mettre en place des règles africaines simples et transparentes, 3. Mettre en œuvre l'accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du Commerce, 4. Prévoir des dispositions d'investissements. 	
	<i>Adopter la gouvernance</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Opérer des arrangements institutionnels dont la création par le Gabon d'un Comité national Zlecaf pour piloter cette action, • Adopter une stratégie nationale de la Zlecaf, • Renforcer le dispositif normatif et l'évaluation de la conformité. 	
	<i>Répondre au marché continental</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Harmoniser les normes entre différents pays (Cemac, Organisation africaine de Normalisation), • Identifier les chaînes de valeur africaines prioritaires, • Identifier les produits prioritaires pour l'harmonisation des normes au sein des chaînes de valeur. 	
État des lieux et perspective	<i>L'Afrique aujourd'hui</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 3 % du marché mondial, • 20 % du commerce intra-africain, • 47,3 % des États africains ne disposent pas d'une infrastructure qualité performante, • 1308 normes africaines sont harmonisées (produits, services etc.) • 12 % seulement de couverture normative, • 5900 produits référencés dans le cadre de la Zlecaf. 	
	<i>L'Afrique demain</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 90 % des produits sont soumis à libéralisation, • 10 % de produits peuvent bénéficier de protection, • 4500 normes doivent être harmonisées pour l'efficacité de la Zlec. 	
<i>La performance des pays va de la catégorie la plus faible (5) à la plus élevée (1)</i>	Classement de l'I.Q. du Gabon sur 51 pays africains	Classement du niveau de performance (1 à 5)	Rang en 2020
		Accréditation	5- Faible
		Métrologie industrielle	4- Limite
		Métrologie légale	3- Correcte
		Normalisation	Électrotechnique Autres produits

Défi pour le Gabon	<i>Se mettre à niveau</i>	Adopter toutes les normes (déjà les 1308 normes harmonisées de l'Arso) des produits prioritaires et versés à l'activation de la Zlecaf.
	<i>Accompagner</i>	Accompagner les entreprises gabonaises à la compétitivité au travers d'un Plan d'appui à la démarche qualité et à la certification des produits gabonais destinés au marché local et à l'exportation.
	<i>Protéger</i>	Protéger les consommateurs et les entreprises locales par la certification des produits.
	<i>Développer</i>	Renforcer l'infrastructure qualité du Gabon par des laboratoires.
Opportunité du Gabon	<i>Règle</i>	Adopter une réglementation plus adaptée au contexte du marché continental et propice à saisir des opportunités.
		Adapter la réglementation dans l'inclusion des exigences du « Made in Africa » tant sur l'indication géographique que sur la conformité aux normes.
		Signer les accords de reconnaissance mutuelle avec des pays dont le niveau de développement est proche.
	<i>Se doter d'une stratégie commerciale efficace</i>	Développer des projets structurants avec des partenaires extérieurs qui permettent de construire des écosystèmes industriels complémentaires arrimés aux chaînes de valeur mondiales. Faire des normes gabonaises un outil stratégique de protection du marché gabonais. Se doter d'une stratégie de conquête du marché qui s'appuiera sur la capacité à respect des normes africaines. Se positionner dans les secteurs clés de développement et de promotion des produits du Gabon.
<i>Infrastructure</i>	Renforcer l'infrastructure qualité et en faire un outil de compétitivité.	

Direction de la Normalisation-2020



GABON : PRÈS DE 80 MILLIONS DE BARILS DE PÉTROLE PRODUITS EN 2020

En dépit d'un contexte particulièrement tendu du fait de la baisse de la demande mondiale, la production pétrolière gabonaise n'a finalement pas sombré au terme de l'exercice 2020. Comme le souligne la dernière note de conjoncture sectorielle élaborée par les services de la direction générale nationale du pétrole, la production nationale de pétrole brut s'est située à 78,7 millions de barils, soit un peu moins de 10,8 millions de tonnes métriques, en léger repli par rapport à la production des opérateurs du pays lors de l'exercice précédent.

Par la rédaction

L'observation de quotas décidés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés en vue de stabiliser les prix sur les marchés mondiaux n'aura finalement pas eu un énorme impact sur la production nationale de brut. Ainsi, au terme de l'exercice écoulé, grâce notamment aux bonnes performances de l'américain Vaalco sur le champ Etame et celles de BW Energy, celle-ci n'aura fléchi que de 1,2 %.

Si ces performances n'ont pas permis d'améliorer les recettes pétrolières compte tenu notamment de la chute des prix liée au ralentissement de la demande mondiale et accentuée par la paralysie des transports aériens, elles ont néanmoins pu démontrer l'excellente capacité de production des opérateurs installés sur le territoire national. À noter cependant la chute vertigineuse des exportations qui sont passées de 10,553 millions de tonnes en 2019 à 9,882 millions de tonnes en 2020.

■ Au Gabon, l'exploitation pétrolière tendrait vers une stabilisation des volumes de production au deuxième trimestre 2021

C'est ce que révèle le test prévisionnel de conjoncture de la Cemac pour le deuxième trimestre 2021.

En zone Cemac, les perspectives s'annoncent stables dans le secteur pétrolier. Par voie de conséquence, les opérateurs du secteur affichent un certain optimisme concernant la dynamique des cours mondiaux du brut. Toutefois, l'activité s'annonce malgré tout morose en Guinée équatoriale qui fait face à une chute de la productivité de ses puits de pétrole.

Au Congo, on table sur une anticipation de la stabilité des activités du secteur pétrolier au deuxième trimestre 2021. Cette projection s'expliquerait par la remontée progressive des cours du baril de l'or noir au niveau international, dans le sillage d'une offre contrainte par la limitation des quotas de production fixés par l'Opep.

Tandis qu'au Gabon l'exploitation pétrolière tendrait vers une stabilisation des volumes de production au deuxième trimestre 2021, suivant notamment le maintien des quotas de production édic-

tés par l'OPEP. Les perspectives à court terme restent eux aussi optimistes en raison des démarrages des campagnes de forage initialement prévues.

En Guinée équatoriale, les prévisions sont vues à la baisse malgré l'évolution positive attendue des cours mondiaux du baril du pétrole brut. Après les bons résultats enregistrés par la connexion des puits 6P de Noble Energy et SS4, des puits SS5 et Z17 de la société Megi, le ministère des Mines et Hydrocarbures a anticipé une réduction de la production du pétrole.

Malgré cette situation, l'entrée en activité du géant américain Chevron, qui a racheté Noble Energy, aura un impact positif à moyen terme. Enfin, selon la Société des hydrocarbures, l'activité pétrolière tchadienne se stabiliserait au deuxième trimestre 2021, en phase avec l'évolution des cours mondiaux du pétrole. Cependant, l'approvisionnement en produits d'origine étrangère resterait difficile.

■ Secteur gazier

Dans le même temps, l'activité gazière dans la sous-région devrait progresser favorablement, avec des perspectives encourageantes en Guinée équatoriale, stimulées par la mise en service du pipeline d'exportation du gaz d'Alen vers le complexe pétrolier Alba. Avec ce projet, le volume additionnel du gaz attendu du champ Alen oscillerait entre 200 et 300 millions de pieds cubes/jour au deuxième trimestre. Le premier gaz est arrivé le 17 février 2021 aux installations du champ Alba situé à Punta Europa. Cette embellie serait aussi accompagnée d'une augmentation des cours mondiaux de certains gaz tel que le méthanol, du fait de l'augmentation de la demande mondiale combinée à l'existence de certaines usines de gaz hors services à l'international.

Par ailleurs, à court terme, les opérateurs sont relativement optimistes au Gabon.

L'activité gazière exercée au Gabon par Assala Gabon et Perenco devrait vraisemblablement demeurer stable. Cependant, les perspectives à court terme sont assez optimistes au regard des investissements prévus par Perenco pour l'augmentation de sa production.

Au Gabon, le gouvernement ne veut plus que le gaz découvert sur les champs pétroliers soit brûlé. Libreville, qui fait face à un déclin continu de sa production pétrolière, veut aussi dynamiser le secteur gazier pour en faire une ressource utile pour le développement du pays et non une source de pollution comme c'est le cas aujourd'hui.

Dans la salle de réunions de l'Agence nationale de la promotion des investissements, le comité du Plan d'accélération de la transformation (PAT) réunit les représentants des compagnies pétrolières opérant dans le pays. Yann Yangari, expert gabonais qui mène la réunion, fait constater aux opérateurs pétroliers que le Gabon importe 80 % de gaz butane qu'il consomme alors que plus de 80 % du gaz découvert dans le pays est brûlé par torchage.

«Aujourd'hui quand les opérateurs qui explorent le Gabon trouvent de l'huile (du pétrole NDLR), ils sont contents, mais quand ils trouvent du gaz, ils prennent cela comme un risque. Aujourd'hui, le gaz torché est brûlé. L'idée est donc de dire à l'opérateur : au lieu de brûler ton gaz, nous te proposons de venir avec un projet qui te permet d'utiliser ce gaz et de te faire payer pour ce gaz », dit-il.

■ Soutien de la nouvelle directive de transformation du gaz

La nouvelle vision du Gabon sur la transformation du gaz en richesse est soutenue par



une récente étude qui confirme que le pays dispose des réserves gazières assez importantes. «Nous avons un peu plus de cent milliards de mètres cubes de gaz naturel disponibles au Gabon pour des projets structurants pour notre économie», note Yann Yangari.

En 2006, la compagnie pétrolière française Perenco a été la première à exploiter le gaz. Baptiste Breton, son directeur général, se réjouit d'avoir impulsé le mouvement il y a 15 ans déjà. « Nous opérons aujourd'hui un réseau de plus de 500 kilomètres de conduites de transport de gaz à haute pression sur le territoire gabonais. Ce gaz est destiné principalement à l'alimentation de centrales électriques, en se substituant à l'utilisation de diesel souvent importé et beau-

coup plus polluant en termes d'émissions », déclare le directeur général de Perenco.

■ Pour une énergie moins polluante

Dans ses prévisions, Perenco souhaite éclairer toute la ville de Port-Gentil au gaz d'ici fin 2021. «D'ici fin 2021, environ 40 % du gaz de notre réseau commercial sera alimenté à partir du gaz de torchère. C'est l'équivalent de l'alimentation de l'ensemble de l'agglomération de Port-Gentil », espère-t-il. Avec le gaz, au-delà de l'intérêt économique, le Gabon souhaite assurer sa transition énergétique vers une énergie moins polluante •

Source : RFI

HOSTO
La santé au bout du click™ YUBILE

PARTENAIRE
eGabon

Disponible sur Google play
Disponible sur App Store
Téléchargez sur Windows Store

L'APPLICATION QU'IL FAUT A VOTRE SANTE

4 RAISONS D'UTILISER HOSTO

- 1 ANNUAIRE DES HOPITAUX, LABORATOIRE, PHARMACIES ET MEDECINS
- 2 RECHERCHE DE MEDICAMENTS EN PHARMACIE ET ACHAT EN LIGNE
- 3 DEVIS POUR EXAMENS MEDICAUX ET ORDONNANCES
- 4 PRISE DE RENDEZ VOUS. CARNET DE SANTE VIRTUEL

062.96.91.05 | info@hostosante.com | www.hostosante.com

INTERVIEW DE MONSIEUR AYOUNÉ ORIGUINOWET ALAIN GEORGES DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT PAYS DES FILIALES DU GROUPE CIMAF GABON

LE GABON AUTOSUFFISANT EN CIMENT

L'historique de la Cimaf, autrement dit la société des « Ciments de l'Afrique », ne manque pas d'intérêt ! En effet, fort de sa position de leader de la promotion immobilière, et après l'expérience réussie au Maroc dans le secteur du ciment, confiant dans ses potentialités de développement à long terme dans le BTP en Afrique, Monsieur Anas Sefrioui a décidé d'étendre ses activités en créant la Cimaf en 2012.

Par Anne-Marie JOBIN

Tout s'est rapidement accéléré avec l'implantation en Côte d'Ivoire et en Guinée Conakry cette même année, puis en 2013 au Cameroun et au Burkina Faso, en 2014 au Gabon et au Congo Brazzaville, et enfin en 2016 au Ghana, au Mali et en Mauritanie. Les cimenteries du groupe Cimaf ont été réalisées selon les dernières technologies disponibles permettant de respecter les standards nationaux et internationaux les plus exigeants aussi bien en matière de process et d'économie d'énergie que de protection de l'environnement. Aujourd'hui, quelle position le groupe occupe-t-il au Gabon ?

Les Échos de l'Éco : Monsieur Ayouné, au Gabon, votre groupe a investi 9 mds de F CFA dans une chaîne de production d'une capacité de 350 000 tonnes qui a été inaugurée par Madame Rose Christiane Ossouka Raponda, Premier ministre. Elle est opérationnelle depuis septembre 2020. Tourne-t-elle à plein régime ?

Nos installations tournent à un régime saisonnier et ne sont plus à saturation pendant les quatre mois de juillet à octobre. En effet, pour répondre à l'importante demande de ciment en cette haute saison, nous avons investi plus de 10 mds de F CFA dans des installations structurelles. À présent, notre capacité de production est de 14 % au-dessus du pic de la demande pendant la haute saison et de 81 % au-dessus de la demande des huit autres mois de l'année.

L'ensemble de vos équipements vous permet de produire 850 000 tonnes de ciment par an. Quels sont les besoins annuels de ciment au Gabon ?

Nous avons constaté que la demande annuelle de ciment de ces cinq dernières années est inférieure à 600 000 tonnes, soit plus exactement 564 000 tonnes sur les années 2019 et 2020. La Cimaf dispose aujourd'hui d'une capacité de 850 000 tonnes par an, on est donc à 30 % au-dessus de la demande locale.

Cette nouvelle entité répond aux attentes du gouvernement qui consistent à industrialiser le Gabon. Quel a été l'apport de ce nouvel investissement sur le plan économique et combien d'emplois ont générés actuellement par la Cimaf ?

Construite aux standards internationaux et prenant en compte les aspects écologiques, cette nouvelle entité de production

a été érigée sur quinze mois de travaux (jour et nuit). Ce sont 320 charpentes métalliques montées, 100 tonnes d'équipements modulaires installés, 2000 m³ de béton coulé, 2,5 MW de puissance électrique additive au 3 MW de la première ligne, qui génèrent des consommations mensuelles d'environ 150 millions de F CFA. Sur le plan des ressources humaines, une quinzaine de sous-traitants locaux et internationaux y ont participé, une centaine d'emplois ont été occasionnés pendant la phase de construction et une vingtaine dans la phase d'exploitation. À ce jour, la Cimaf emploie 650 collaborateurs dont 96 % sont gabonais. Avec cette nouvelle ligne de production, nous avons renforcé l'activité d'exploitation de la carrière CimGabon de Ntoun, ce qui permet de consommer dorénavant 100 % du calcaire local dans notre process de production de ciment.

Vous impliquez vous dans la formation de votre personnel ?

Il existe un adage qui dit : « Si vous voulez un an de prospérité, cultivez les fruits ; si vous voulez 10 ans de prospérité, cultivez les arbres ; et si vous voulez cent ans de prospérité, cultivez les hommes ». La Cimaf s'inscrit pleinement dans le dernier pan et l'homme est au centre de tout. La santé de notre personnel tout comme son développement sont au cœur de nos priorités. Un plan de formation est conçu et appliqué chaque année avec des formateurs locaux et internationaux sur tous les secteurs opérationnels de notre activité.

Professionnellement, la Cimaf a-t-elle été impactée par la pandémie de Covid-19 ou, au contraire, cette dernière vous a-t-elle été favorable ?



• • • Ayouné Originowet Alain Georges, DGA pays des filiales du groupe Cimaf Gabon

Le prix du ciment sorti usine homologué par la direction générale de la Concurrence et de la Consommation en 2021 est inférieur à celui de 2018.

Il faut reconnaître que la pandémie de Covid-19 a impacté bon nombre d'opérateurs de la place et dans le monde. La morosité observée dans le secteur du BTP du fait de l'absence de grands chantiers de construction fait en sorte que nos installations tournent au ralenti. Depuis 2021, la situation est encore plus critique. Ce mois d'avril par exemple, nous n'avons tourné qu'à 40 % de notre capacité. Nous gardons tout de même l'espoir d'une éventuelle relance des activités durant la grande saison. À cela s'ajoutent bien sûr les surcoûts de fonctionnement inhérents aux aménagements organisationnels mis en place pour lutter contre la Covid-19.

Les questions récurrentes relatives à la fixation du prix du ciment sont-elles entérinées ?

La pertinence de cette question n'a d'égal que l'éclaircissement qu'elle nécessite. Permettez-moi d'effacer certaines zones d'ombre. La problématique des prix actuels n'est pas le fait d'un prétendu monopole, comme d'aucuns pourraient le penser. Ces questions se posaient déjà en 2017 avec la présence du ciment importé, et les prix sont restés les mêmes. Ce qu'il faut retenir, c'est que nos prix réels usine, appliqués aux distributeurs et aux revendeurs, sont à 72 650 FCFA/T (TTC + remise) et à 69 190 FCFA/T (HT + remise). Le prix du sac au consommateur varie de 3 632 F CFA à 3 460 FCFA. Notons que nous avons enregistré des augmentations successives des coûts de transport par tonne du fait des inflations mondiales du prix du carburant (POG 15 %, FCV 22 %, Oyem 47 % et Mouila 60 %).

À cela s'ajoutent une augmentation de 3 % par tonne des coûts portuaires et de 6 % du prix de l'électricité entre 2018 et 2019 (kwh/T). Malgré cela, la Cimaf n'a jamais repercuté ces surcoûts sur ses prix usine et plates-formes provinciales. D'ailleurs, le prix du ciment sorti usine homologué par la direction générale de la Concurrence et de la Consommation en 2021 est inférieur à celui de 2018. Tout cela montre clairement que la Cimaf subventionne le coût de transport du ciment dans cer-

taines localités du pays. Vous pouvez ainsi observer que sur l'ensemble du territoire, le prix moyen TTC de la Cimaf est de 74 844 F CFA/T soit 3 742 F CFA/sac alors que le prix moyen du marché est 93 438 F CFA/T soit 4 672 F CFA/sac. Il y a donc une différence d'environ 18 594 F CFA/T, soit 930 F CFA/sac entre le prix pratiqué par la Cimaf et le prix grand public.

Vous nourrissez un projet d'investissement de 65 mds de F CFA pour construire une usine spécialisée dans la production de clinker à Ntoun. Qu'en est-il à ce jour ?

La réalisation de ce projet est conditionnée à un partage des investissements qui engagera l'État gabonais et nous-mêmes. Il est important de souligner que la Cimaf a investi 61 mds de F CFA entre 2014 et 2020.

Cette convention est en cours d'élaboration et sera bientôt finalisée. Les retombées sociales et économiques attendues sont multiples. En effet, à la clé, c'est une meilleure valorisation de la matière première locale grâce à une transformation amenée à 90 % contre 17 % actuellement, davantage de recettes fiscales minières, une limitation de sortie de devises pour l'achat du clinker actuel à l'import, un développement des activités de logistique et de transport, un développement énergétique, un développement de la zone de Méba ainsi que des localités environnantes et des populations, un transfert de technologie, etc. Ce sont aussi 500 emplois à prévoir.

Comment s'inscrit la Cimaf en termes de RSE ?

La responsabilité sociétale de notre entreprise est fortement actée et entre dans nos missions multiformes d'entreprise citoyenne et partenaire de l'État. Notre stratégie RSE 2021 est très pertinente et s'articule autour de quatre axes majeurs que sont : la place de l'homme au cœur de tout via le suivi et la considération de nos employés ; la bonne gouvernance via la promotion de bonnes pratiques et le respect de la réglementation en vigueur sur tous les pans ; la responsabilité sociétale via l'accompagnement des PME ainsi que de nombreuses actions sociales de partage au profit des populations et enfin, le développement durable via l'application d'une politique environnementale saine qui répond aux exigences internationales et prend en compte l'héritage pour les générations futures. J'aimerais avoir l'opportunité de développer prochainement avec vous et plus en détails le chapelet de nos actions RSE pour le compte de l'année 2021.



Marianne Tigoe Okias

Propriétaire et gérante de restaurants



Danièle Biwaou

Directrice générale de la Chambre de Commerce



Rachel Ebaneth

Coordinatrice de la Chambre nationale des Métiers de l'Artisanat du Gabon



Emrie Mondos

Présidente de l'IIA Gabon-Agaci

INTERVIEW CROISÉE

QUATRE FEMMES GABONNAISES AUX PARCOURS ATYPIQUES - UN SEUL OBJECTIF : REUSSIR

17 avril, jour de la fête de la femme gabonaise, mois où certaines sont honorées, où d'autres restent dans l'ombre. Le Gabon a ratifié la plupart des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Les violences subies par les femmes, voire les jeunes filles, sont de tous ordres : économiques, morales, sexuelles... Les Échos de l'Éco est un journal économique qui a choisi de développer ce sujet en proposant de poser 5 questions à 4 femmes gabonaises issues d'univers différents. Ces femmes s'impliquent chacune à sa façon et jouent un rôle économique dans le pays, mais cet aspect ne sera pas abordé dans cette interview. Nous vous invitons à mieux les connaître.

Par Anne-Marie JOBIN

Échos de l'Éco : Mesdames, quelle route avez-vous empruntée pour en arriver là où vous êtes ? Avez-vous suivi une destinée, un fil rouge, est-ce un hasard, étiez-vous animées par la passion, aviez-vous un plan de carrière défini ?

● ● ● **MTO :** J'ai grandi à Libreville où j'ai passé mon baccalauréat. Ensuite, j'ai eu la chance de pouvoir faire mes études à Paris puis à Chicago. Je rêvais d'études en hôtellerie, mais mes parents m'ont conseillé de faire une formation plus généraliste en management afin de pouvoir rebondir dans un autre secteur d'activité si je ne parvenais pas à trouver mon bonheur dans l'hôtellerie-restauration.

Résultat : après des études en management et relations internationales, quelques années à la mission économique de l'ambassade de France aux États-Unis, je m'épanouis et dirige des restaurants et un bar à Libreville !

● ● ● **DB :** Tout d'abord, je tiens à remercier le journal économique Les Échos de l'Éco de m'avoir donné cette tribune.

Je rêvais d'être banquière, mais mon destin m'a conduite ailleurs... J'ai fait des études de commerce et suis titulaire d'une maîtrise en administration des affaires. Mon diplôme en main, j'ai passé plus d'une année à la recherche d'une première expérience professionnelle.

En décembre 2005, après une année d'expérience en tant que

chargée de clientèle au sein d'une PME spécialisée dans la fourniture de solutions VSAT, j'ai saisi une opportunité au service économique de l'ambassade de France au Gabon où j'ai été recrutée pour trois mois comme « concours temporaire » pour l'organisation d'un colloque sur les NTIC. Par la suite, en mars 2006, j'ai été recrutée en CDI en tant qu'attachée sectorielle, puis attachée commerciale, puis représentante de l'antenne Ubifrance, devenu Business France, au sein du même service.

Fin 2012, j'ai rejoint la Chambre de commerce du Gabon en tant que chef de service Appui aux entreprises, puis chef de service Relations internationales et Partenariats.

Depuis novembre 2017, j'occupe le poste de directeur général et devient la première femme à ce poste dans cette institution.

● ● ● **RE :** J'ai débuté ma carrière professionnelle en 1989 à la présidence de la République, au cabinet du haut représentant personnel du chef de l'État, Monsieur Ali Bongo Ondimba. En 1991, j'ai été affectée à l'ambassade du Gabon au Canada. En 1996, j'ai réintégré la Présidence au cabinet du président de la République en qualité de conseiller.

En 2014, je suis nommée au ministère du Commerce, des PME et de l'Artisanat où j'occupe successivement les fonctions de secrétaire générale

adjoint 2, adjoint 1 puis secrétaire générale pendant 6 ans, avec notamment pour mission l'organisation du forum international de l'Agoa en 2015. Depuis la fin de ma fonction de SG, je me consacre à la coordination du projet de création de la Chambre nationale des Métiers de l'Artisanat qui, du reste, est en voie de finalisation.

● ● ● **EM :** Je vous remercie pour cette interview qui vient mettre en exergue des femmes gabonaises qui se distinguent au quotidien pour faire bouger les lignes à travers les activités qu'elles conduisent et ainsi apporter une pierre à l'édifice dans le cadre du développement du pays.

Mon parcours est atypique, je n'ai pas suivi une destinée, ou une passion. Je suis arrivée là au fil du travail accompli et des orientations prises. J'ai fait mes études secondaires à Libreville respectivement au Lycée d'application de l'ENS et au Lycée technique national Omar Bongo Ondimba où j'ai obtenu mon BAC G2 (comptabilité et gestion d'entreprises). Toutes mes études supérieures ont été passées en école de commerce. Après mon Bac j'ai intégré l'École des cadres de Lomé, au Togo, où j'ai obtenu mon BTS en comptabilité et gestion d'entreprise. J'ai travaillé un 1 an au ACG, actuellement Ascoma, en tant qu'assistante de recouvrement. Ensuite, j'ai repris mes études l'année suivante, car je ne m'inscrivais pas dans la logique qui était très forte dans les années 2000, ou

après le BTS tu entres dans la vie active. J'étais animée par une volonté d'aller plus loin. De plus, je voulais faire une carrière dans les métiers de la finance. J'ai entamé mes recherches vers la France et mon dossier a été accepté à l'ESC Brest, maintenant Brest Business School. J'ai suivi le programme école qui, à l'issue de trois ans, permet d'obtenir le diplôme de Master 2. Pour ma part, j'ai obtenu mon Master 2 option finance. J'ai effectué une année supplémentaire pour passer le mastère spécialisé en finance de marché.

Mes études terminées, j'ai commencé à chercher un premier emploi dans des sociétés de gestion à Paris ou en salle de marché, car je voulais faire carrière dans la finance de marché, travailler dans les salles de marché. Malheureusement la crise des marchés financiers de 2008, dite crise des subprimes, n'a pas été favorable. Plutôt que de poursuivre ma recherche dans la finance de marché, sur le conseil de mon supérieur hiérarchique dans la société de gestion où j'ai travaillé, je me suis orientée vers l'audit. C'était le domaine qui recrutait les jeunes diplômés pendant la crise. De plus, il offrait la possibilité d'intervenir dans divers secteurs, notamment les marchés financiers, dans le cadre des missions. J'y voyais un tremplin, car je ne m'éloignais pas de mon projet professionnel. Alors je suis arrivée en audit avec un objectif d'effectuer des missions dans

des sociétés de gestion, des sociétés cotées. J'ai rejoint le cabinet Deloitte Gabon où j'ai embrassé le métier d'auditeur. Ce métier m'a séduite. Rien ne me prédestinait à ce que je fais aujourd'hui au regard de mon projet professionnel. Je suis tombée dans la soupe comme Obélix. Je suis rentrée dans un univers, j'ai cherché à bien faire mon travail et cela m'a conduite à développer une passion. Aujourd'hui, j'essaie d'apporter ma modeste contribution pour un déploiement correct des activités d'audit et de contrôle internes.

Quels ont été les pires difficultés que vous ayez surmontées ?

● ● ● Mon arrivée dans le milieu de la restauration finalement plutôt fermé et très masculin a été ponctué de quelques déconvenues. Du haut de mes 26 ans, il a été complexe de prendre ma place en tant que patronne, car je devais conduire une équipe d'hommes matures bien plus expérimentés que moi. J'ai donc dû faire mes preuves, montrer mon sérieux dans ce métier qui n'était pas le mien. À force de travail, j'ai réussi à m'imposer en tant que patronne et également en tant que professionnelle du métier de la restauration.

La pandémie de Covid-19 est la pire difficulté que j'ai eu à surmonter sans avoir aucun contrôle dessus. Elle m'a obligée à fermer deux établis-

sements sur les trois que je dirige. J'ai dû licencier la moitié de mon personnel. J'ai dû repenser l'activité que j'ai pu maintenir ouverte pour éviter qu'elle s'effondre et pour maintenir les emplois. Depuis le 13 mars 2020, date à laquelle nous avons dû fermer nos établissements une première fois, chaque jour est un défi. Se réinventer, gérer une crise devenue permanente et composer avec les contraintes imposées par la Covid-19 nécessitent des remises en question permanentes et des réflexions incessantes.

● ● ● Ayant fait l'objet d'un recrutement en interne pour le poste de directeur général, il fallait que je m'adapte rapidement, ce qui n'a pas été sans difficultés. Cependant il fallait affronter ces montagnes et parvenir à les contourner, gérer aussi les nouveaux rapports avec les collègues de travail devenus collaborateurs.

Les tensions de trésorerie de l'Institution ont malheureusement conduit à une grève du personnel qui l'a paralysée. Ce fut mon baptême de feu durant ces trois semaines de grève où, fort heureusement, j'ai pu, grâce au concours du président de l'Institution et celui des ministres de tutelle, trouver des solutions d'urgence.

Sur le plan personnel, j'ai dû mettre ma vie familiale entre parenthèses le temps de trouver un équilibre qui me permette de concilier mes différentes activités professionnelles et personnelles. Aujourd'hui je m'en sors mieux, je peux enfin trouver davantage de temps pour les miens sans que cela n'interfère sur mes activités professionnelles.

● ● ● Chaque étape du parcours que je viens de décrire ci-dessus a été marqué par des défis qu'il a fallu relever. Plutôt que des défis, c'était une exigence permanente de rigueur, de discipline et de disponibilité lors des transitions professionnelles.

Chacune de ces étapes a été pour moi une nouvelle école, un terrain d'expérimentation de ma capacité d'adaptation, de ma combativité ainsi que de ma volonté de servir mon pays et mes concitoyens. Autant d'éléments capitalisés qui constituent aujourd'hui des acquis professionnels.

● ● ● L'audit interne est un métier qui malheureusement fait face encore à un milieu assez hostile bien que son importance et son utilité ne soient plus à démontrer. Il y a une cohabitation entre la mauvaise perception de l'audit, l'incompréhension, la méconnaissance du métier et de ces activités ainsi que les professionnels en manque d'outils. Il faut pourvoir lever ces zones d'ombre et en tant femme, il faut s'imposer deux fois plus.

La communication, la pédagogie, la sensibilisation, la formation, sont des moyens pour faire passer un message et avoir l'attention des hauts organes de direction et des opérationnels, car parfois les informations communiquées sont à la limite renvoyées d'un revers de la main. Mettre en pratique ces moyens n'est pas aussi simple, il faut aussi ajouter une touche de ténacité et d'amour pour faire converger les aprioris vers une adhésion et une compréhension du métier.

Quel conseil donnez-vous aux jeunes filles pour qu'elles ne baissent pas les bras ?

● ● ● Dans le monde professionnel, vos compétences et votre force de travail vous définissent. Pas le fait d'être une femme. Pas le fait d'être noire, blanche, ou métisse. Concentrez-vous sur votre métier et vos objectifs. Formez-vous, dédiez-vous pleinement à votre travail, ne cessez jamais de vous réinventer. Sachez manier rigueur et douceur. Ayez une bonne dose de capacité de résilience !

● ● ● La vie est un combat perpétuel. Baisser les bras signifie que vous avez choisi de perdre. J'encourage donc ces jeunes filles à aller toujours de l'avant. Les échecs et les difficultés font partie du jeu pour atteindre le succès, alors il ne faut pas avoir honte de recommencer encore et encore.

● ● ● Il faut dire aux jeunes filles que la persévérance et l'ardeur au travail paient. Il est indispensable d'avoir conscience du potentiel réel qui sommeille en chacune. Cela constitue une opportunité de se découvrir et d'affûter ses armes pour atteindre certains objectifs dans un monde où la formation des filles contribue à leur autonomisation par l'entrepreneuriat et partant, leur insertion harmonieuse dans notre société où le fonctionnariat est en net recul. Face aux difficultés, qu'elles ne baissent pas les bras, mais aillent toujours de l'avant pour explorer de nouveaux créneaux.

« Mieux vaut commencer par la souffrance et finir par le bonheur », comme dirait ma

mère. Cela signifie simplement que derrière les difficultés se cache la satisfaction.

● ● ● Je dirai aux jeunes filles de croire en elles, croire en ce qu'elles font, d'aimer leur travail, être à l'écoute de leur environnement et de s'adapter, de travailler et se former en continu, et enfin, de positiver.

Comment avez-vous adapté votre vie de femme en la conciliant à votre vie professionnelle ?

● ● ● Tout est question d'organisation. J'ai choisi un métier dans lequel nous travaillons le soir, le week-end et les jours fériés. Il est coutume de dire que nous travaillons lorsque les autres s'amusent ! J'ai formé mon personnel et mes collaborateurs directs. J'ai appris à faire confiance pour pouvoir déléguer et laisser les clés de mes entreprises à mes équipes lorsque je souhaite prendre du temps pour ma famille et moi-même.

● ● ● J'ai toujours été mobilisée à 100 % lorsqu'il s'agissait de travailler, mais cela ne m'a pas empêchée de mener une vie normale. Cependant, durant les deux premières années à ce poste à hautes responsabilités, j'ai dû, comme mentionné plus haut, faire le choix, sans vouloir être carriériste, de mettre ma vie personnelle de côté au profit de mon travail. Je ne voulais surtout pas décevoir les personnes qui m'avaient fait confiance en me portant à ce poste. J'avais besoin d'un temps d'adaptation me permettant de

cerner le poste et les responsabilités qui en découlaient.

Je me souviens que je partais toujours la dernière et tard du bureau tout en ramenant toujours du travail à la maison. Lorsque je rentrais, toute ma maison dormait et je trouvais même parfois le courage de rouvrir mon ordinateur.

Ensuite je me suis organisée autrement, et aujourd'hui je fais la part des choses et m'accorde du temps ainsi qu'à mes proches. Bien que la notion de sacrifice soit permanente, il est primordial de trouver la meilleure combinaison pour concilier vie familiale et vie professionnelle.

● ● ● J'ai pour habitude de privilégier l'essentiel, suivant qu'il s'agit de mon foyer ou de ma carrière, et de m'entourer de personnes fiables et capables de concourir à l'atteinte de mes objectifs professionnels et familiaux.

En ma qualité de mère, je m'efforce en permanence de faire en sorte que mes activités professionnelles et familiales n'entrent pas en contradiction. Quand cela survient, je fais des

arbitrages qui tiennent compte de l'avis et des intérêts de mes proches. Cela m'oblige à anticiper et à mieux gérer le stress. Chaque épreuve a forgé mon caractère.

● ● ● C'est un gros challenge pour la femme et ce n'est pas facile, car il faut pouvoir trouver un juste milieu. L'organisation et la délégation me semblent le couplé gagnant.

Ce serait à refaire, que changeriez-vous ?

● ● ● Rien du tout ! Mon parcours m'a permis d'acquérir une ouverture, une curiosité et une rigueur qui me servent au quotidien dans ma vie personnelle et professionnelle.

● ● ● Mon style de management. J'opterais volontiers pour un mix entre les styles « paternaliste », participatif et autoritaire, avec des pourcentages respectifs de 30 %, 40 % et 30 %.

● ● ● Quand je regarde ma vie de manière rétrospective, les difficultés et les victoires engrangées, pas grand-chose.

● ● ● Rien !

Je me permets une analyse rapide :

Aucune de ces dames n'évoque le féminisme. Ce qui nous renvoie à l'image de la femme qui s'épanouit en tant que telle, tant sur le plan personnel que sur le plan professionnel. Vivre leur vie et apprécier leur condition de femme font de ces mamans, de ces épouses, des battantes, des indépendantes, des actrices du paysage économique gabonais. Leur énergie et leur sourire sont offerts aux femmes qui sont dans la peine, qui souffrent de maladie ou de déprime. Bravo Mesdames

Anne-Marie

QUESTIONS INDISCRÈTES

Marianne

Quel est votre principal défaut ?

Je suis bornée, mais ça permet aussi d'avancer !

Votre principale qualité ?

Je suis travailleuse.

Votre livre préféré ?

Le Petit Prince, d'Antoine de Saint-Exupéry.

Quel est le personnage historique qui vous a le plus marquée ?

La Veuve Clicquot de Ponsardin.

Votre loisir favori ?

Natation, activités aquatiques en général.

Le moment le plus émouvant de votre vie ?

La naissance de mon fils.

Croyez-vous au hasard ?

Non, tout est écrit.

Danièle

Quel est votre principal défaut ?

Waouh j'en ai plusieurs ! Je suis toujours en retard.

Votre principale qualité ?

Le relationnel, j'aborde facilement les gens.

Votre livre préféré ?

Père riche, Père pauvre, de Robert Kiyosaki.

Quel est le personnage historique qui vous a le plus marquée ?

Anne Nzanga, reine d'Angola, dont je me revendique parfois être la descendante (rire).

Votre loisir favori ?

J'adore cuisiner ! C'est un moyen d'exprimer mon esprit créatif.

Le moment le plus émouvant de votre vie ?

Les obsèques de mon père il y a pourtant bientôt 12 ans.

Croyez-vous au hasard ?

Non, mais à la grâce divine, au destin.

Rachel

Quel est votre principal défaut ?

Je suis perfectionniste. Mais cela peut aussi être une qualité.

Votre principale qualité ?

La générosité.

Votre livre préféré ?

Comment créer une entreprise avec 100 dollars

Quel est le personnage historique qui vous a le plus marquée ?

Au Gabon : Rose Francine Rogombe, première femme à avoir géré la transition politique en qualité de présidente de la République.
À l'international : Mère Theresa, pour le sens inné du service et le respect de la dignité humaine.

Votre loisir favori ?

Le yoga que je pratique depuis quelques années.

Le moment le plus émouvant de votre vie ?

L'obtention du doctorat en économie de ma fille.

Croyez-vous au hasard ?

Je crois en Dieu, à l'effort et à la persévérance.

Emrie

Quel est votre principal défaut ?

Regardante.

Votre principale qualité ?

Attentionnée.

Votre livre préféré ?

Les Chemins de Nelson Mandela, de Richard Stengel

Quel est le personnage historique qui vous a le plus marquée ?

Nelson Mandela.

Votre loisir favori ?

Cuisiner

Le moment le plus émouvant de votre vie ?

Porter le nom du Gabon à la Conférence internationale des auditeurs internes africains, AFIIA, au Ghana, d'autant que la participation de notre pays n'était pas effective.

Croyez-vous au hasard ?

Je pense que chaque événement arrive au moment opportun.

LE MANAGEMENT DE LA SOBRAGA PRIMÉ À L'INTERNATIONAL



À l'occasion des Dubai Business Awards, le directeur général de la Sobraga, Fabrice Bonatti, ainsi que son directeur des Ressources humaines, Guy Germain Essono Ekoua, ont reçu le 9 avril l'une des plus hautes distinctions venue entériner la reconnaissance de l'excellence de leur management, de leur gestion de l'entreprise, notamment au regard du cumul des certifications et des nombreuses récompenses remportées, telles que la médaille d'or de la Regab, le prix RSE Groupe Castel, etc. Cet ensemble de gratifications couronne les trois entités du groupe Castel Gabon.

LE DUBAÏ BUSINESS AWARDS DÉCERNE LE PRIX D'EXCELLENCE DU MANAGEMENT ET DE LA GESTION DE L'ENTREPRISE AU GROUPE CASTEL GABON

La Chambre de Commerce Africaine de Paris et le cabinet canadien BRIA Holding ont notamment indiqué avoir été séduits par « la maestria avec laquelle vous managez depuis quelques années le groupe Castel Gabon (Sobraga, Sovingab et Soboleco) selon les règles modernes de gestion des entreprises qui érigent les ressources humaines en premier patrimoine de celles-ci (...) et favorisent à la fois l'épanouissement de

vos collaborateurs et l'optimisation de son rendement ».

Directeur des Ressources humaines depuis plus de vingt ans, Guy Germain Essono Ekoua est un maillon essentiel et primordial pour soutenir le management global orchestré par Fabrice Bonatti, directeur général du groupe Castel Gabon.

Les organisateurs de l'événement ont particulièrement souligné le maintien d'un climat social apaisé, l'absence de grèves depuis une vingtaine d'années, un regain quasi permanent du volume des activités... Ces valeurs ont considérablement pesé dans la balance.

Pour le directeur des Ressources humaines, cette récompense est avant tout collective. Elle met en lumière une des valeurs fondatrices de l'entreprise qui est « l'esprit d'équipe ».

« Notre force c'est notre unité et notre complémentarité. Parce que chacun sait qu'il est un maillon de cette grande chaîne qui nous permet de relever tous nos défis depuis 50 ans. Nous sommes plus d'un millier, mais nous ne faisons qu'un pour satisfaire nos clients en donnant le meilleur de nous-mêmes. Parce que nous savons qu'ensemble, nous pouvons surmonter toutes les épreuves ».

Cette distinction est d'autant plus appréciée qu'elle arrive dans un contexte particulier dû à la crise sanitaire internationale. La Sobraga a su protéger ses employés et apporter un soutien technique aux autorités chargées de la riposte nationale contre la Covid-19.

Guy Germain Essono Ekoua,
Directeur des Ressources humaines

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

CE N'EST PAS QU'UN JOURNAL



CRÉATION GRAPHIQUE ET IMPRESSION NUMÉRIQUE

Conception et impression des supports de communication: Plaquette, flyers, affiches, carte de visite, bloc note, magazine, brochure...

144 - Floria 2 - Libreville Gabon +241 (0) 62 18 77 18

echosdeleco@gmail.com

Agences n°1
L'immobilier en mouvement



Agences n°1
vous propose

Des appartements
Des villas
Des biens prestigieux
Des terrains
Des locaux commerciaux

VENTE
LOCATION
GESTION DES BIENS

Retrouvez-nous
sur notre site internet
Agencesn1.com

f agencesnumero1

Agences n1

MONTAGNE SAINTE
Téléphone :
011 74 51 51 / 077 64 51 51

AVEC NOTRE
Partenaire Intermarché



**PLUS DE CHOIX
PLUS DE MARQUES
TOUS LES JOURS MOINS CHER**

BGFIBank,
C'est surtout vous.

merci

50 ANS 1971
2021

À vos côtés depuis 50 ans



BGFIBank

Votre partenaire pour l'avenir